

Plus jamais ça ?

Catherine Caron

Numéro 813, été 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96096ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Caron, C. (2021). Plus jamais ça ? *Relations*, (813), 5–5.

PLUS JAMAIS ÇA ?

Plusieurs d'entre vous l'aurez remarqué, un vent festif souffle déjà sur nos médias sociaux à l'occasion du 80^e anniversaire de *Relations*, que nous célébrons cette année. Plusieurs nouveautés, incluant la refonte complète de la revue, attendent notre lectorat cet automne. Ce dernier est sans doute l'un des plus diversifiés en âges parmi les revues québécoises, *Relations* comptant des lecteurs et lectrices de 18 à 98 ans!

Ainsi, dans le contexte pandémique actuel, nous nous inquiétons depuis des mois pour nos lecteurs et lectrices plus âgés, pour certains collègues aussi avec qui nous travaillons au sein d'une équipe intergénérationnelle. Nous partageons l'indignation de nombreuses personnes face au triste sort réservé à trop de personnes âgées au Québec. «Le virus a frappé très fort, surtout nos aînés qui ont bâti le Québec d'aujourd'hui», affirmait François Legault lors de la commémoration nationale du 11 mars dernier en hommage aux 10 500 victimes québécoises de la COVID-19, dont près de la moitié étaient des personnes âgées vivant dans des résidences pour aînés, comme on le sait. On serait tenté de répliquer: «Le virus du néolibéralisme a frappé très fort avant lui, surtout les cerveaux de nos élites qui ont détruit la qualité des services publics auxquels les Québécoises et les Québécois devraient avoir droit aujourd'hui.»

Car la fatalité a eu des complices. Libéraux, péquistes et caquistes ont tous soutenu les politiques qui ont conduit aux situations intolérables qu'on observe en matière d'hébergement et de soins de longue durée au Québec. Or, ce sont là «des services essentiels, et rien ne justifie qu'ils soient exclus de la couverture publique des services de santé et services sociaux. Plutôt que d'être assumés directement par les individus selon le principe de l'utilisateur-payeur (avec toutes les iniquités que cela implique), ces frais doivent être assumés collectivement et financés par le biais d'un impôt progressif», dit à raison l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)¹, comme le font nombre d'intervenants depuis des années, dont l'ancien ministre de la Santé, le Dr Réjean Hébert. Nul besoin d'attendre les rapports du coroner, de la commissaire à la santé ou de la protectrice du citoyen, tous au chevet de CHSLD traumatisés et malades, pour faire de cette idée un projet prioritaire sans lequel nous ne pourrions pas affirmer collectivement «Plus jamais ça!».

Pour améliorer la vie des personnes âgées, il faut sortir des logiques de marchandisation du privé (en matière de soins comme d'hébergement), de la préséance du profit sur l'intérêt public, et de l'exploitation des clientèles et des personnels soignants précarisés et mis en concurrence. Il faut valoriser le secteur public et les modèles communautaires sans but lucratif. Or, que fait le gouvernement caquiste? Il laisse traîner les négociations des conventions collectives depuis des mois, y compris dans le domaine de la santé, sans proposer les conditions salariales et de travail nécessaires à la résolution de nombreux problèmes dont la pénurie de personnel qu'on a grandement fabriquée². Au moment d'écrire ces lignes, les



Photo : © Caroline Hayeur

travailleurs et travailleuses du secteur public allaient ainsi chercher des mandats de grève, épuisés par la crise sanitaire, excédés et laissés sans convention collective depuis mars 2020.

Alors qu'à peine 8,6% des personnes de 65 ans et plus en perte d'autonomie bénéficient de soins à domicile – une anomalie parmi les pays occidentaux – et que les services publics couvrent à peine 5% des besoins, le gouvernement alloue un maigre 750 millions de dollars sur cinq ans pour ces soins dans son dernier budget. On est loin des 2,9 milliards que la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec juge nécessaires. Le gouvernement caquiste préfère consacrer 2,36 milliards de dollars aux maisons des aînés (plus du double que prévu pour seulement 2600 places). Un mauvais choix et une goutte d'eau dans l'océan des besoins d'une société vieillissante...

Continuer de naviguer à vue sur cet océan comme le fait le gouvernement actuel, malgré certains efforts à souligner, est plus que jamais inacceptable. Accorder des aides publiques et des subventions déguisées aux résidences privées pour aînés sans exiger davantage de transparence ni imposer de limites à leur soif de profits, l'est aussi. À ce chapitre, l'idée de les nationaliser et d'en démocratiser l'accès et la gestion, comme le proposent l'IRIS et Québec solidaire, doit être prise au sérieux.

Tant en matière de soins à domicile qu'en matière d'hébergement, l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées passe par un plan global cohérent et par un investissement public massif sans lesquels il ne sera pas possible de mettre fin aux logiques de profit et de concurrence déléteres qui dégradent et déshumanisent les services. C'est réalisable pour qui a le courage de faire la guerre non seulement au coronavirus, mais aussi au virus particulièrement ravageur du néolibéralisme.

Catherine Caron

1. Lire Anne Plourde et Arnaud Theurillat-Cloutier, «Il est temps de nationaliser les résidences pour personnes âgées», IRIS, 16 avril 2020 [en ligne].

2. Lire Rolande Pinard, «La pénurie de main-d'œuvre, réalité ou prétexte?», *Relations*, n° 804, septembre-octobre 2019.